

Montréal, le 22 mai 2019. Les membres du Comité logement Rosemont s'opposent à la gentrification croissante de leur quartier.

Les membres du Comité logement Rosemont (CLR) et des militantEs pour le droit au logement se sont donné rendez-vous sur les Quais Masson pour un barbecue festif afin de dénoncer la gentrification grandissante de leur quartier.

Dans Rosemont, on ne compte plus les projets de condos alors que 33% des ménages locataires consacrent encore 30% et plus de leur revenu pour se loger et pas moins de 1741 personnes sont inscrites sur la liste de l'OMHM pour un HLM. De plus, 77% des 1223 ménages inscrits sur la liste de requérantEs pour un logement social du CLR ont des besoins impérieux en logement.

La gentrification a des effets dévastateurs sur nos quartiers : des locataires sont expulsés et les milieux de vie sont détruits par les reprises de logement et évictions, les conversions en condos indivis, les commerces et restaurants hors de prix, ou encore par la multiplication des appartements à louer sur les plateformes d'hébergement touristique. Comme le souligne Alice Châtel, organisatrice communautaire au Comité logement, « le nombre de logements à louer sur Airbnb a augmenté de 60% en l'espace de 2 ans. Uniquement dans Rosemont-La Petite-Patrie, ce sont près de 1500 logements entiers qui sont retirés du marché locatif alors qu'on est en pleine crise du logement ! ». En effet, le taux d'inoccupation du marché locatif est à 1,9% dans la région métropolitaine, et atteint 0,1% quand on parle de logements familiaux disponibles dans Rosemont.

Les éluEs ont le pouvoir et la responsabilité de protéger le parc locatif et de lutter contre la gentrification. Selon Éric Locas, responsable du service d'information juridique, la lutte contre la pauvreté est inséparable d'un contrôle universel et obligatoire des loyers. « Cette année, nous avons calculé l'augmentation de loyer de 164 locataires afin de déterminer leur conformité aux indices d'ajustement de la Régie du logement et sans surprise, 129 d'entre-elles étaient abusives. »

Nous sommes locataires et nous en avons assez de la politique de l'autruche qui consiste à laisser les spéculateurs immobiliers décider de l'aménagement urbain et de la composition sociale de Rosemont. Nous sommes locataires, majoritaires à 69 % dans Rosemont et nous ne nous laisserons pas exclure de notre quartier!